émile

LE MAGAZINE DES SCIENCES PO

ÉMILE BOUTMY MAGAZINE / **N° 11** / **AUTOMNE 2017**

L'historien Jean-Noël Jeanneney a publié en octobre dernier *Le Moment Macron* (Seuil), ouvrage dans lequel il s'interroge sur les précédents historiques du phénomène Macron. L'ex-ministre, ancien président de la BnF et professeur émérite de Sciences Po, nous livre, dans cet entretien, quelques-unes de ses observations. Il compare notamment « l'effort de synthèse » d'Emmanuel Macron à la volonté rassembleuse du général de Gaulle au début de la Ve République.

JEAN-NOËL JEANNENEY

« La synthèse Macron : nouveauté, fécondité, fragilité. »

PROPOS RECUEILLIS PAR **ANNE-SOPHIE BEAUVAIS** ET **MAÏNA MARJANY**

L'élection d'Emmanuel Macron n'est-elle pas le résultat de courants profonds, comme le désir de renouvellement de la classe politique qui couvait de longue date ?

Chacun a été frappé par le nombre des hasards qui ont abouti à cette émergence inattendue. Mais, au-delà de cette chance qu'Emmanuel Macron a su saisir, il s'impose de réfléchir aux forces profondes qui ont pu préparer et permettre cet événement. Et d'abord au fonctionnement de nos institutions. Dernier président du Conseil de la IVe République, en 1958, de Gaulle avait voulu gouverner selon le plus large éventail de forces politiques, en laissant seulement de côté les extrêmes. La Constitution faite à sa main devait ser-

vir cela. Sur quoi, ensuite, le suffrage universel direct à deux tours pour l'élection du chef de l'État, destiné à renforcer, à l'avenir, son autorité, a installé deux camps face à face. Réélu en 1965 face à Mitterrand, le Général s'est trouvé, en contradiction avec son propos initial, rejeté alors vers la droite, au moins en politique intérieure. Son hésitation, qu'on a rapportée, à revenir de Colombey, entre les deux tours, a signifié cela, au fond. Cette donnée paraissait rendre impossible l'émergence d'un gouvernement des centres.

D'autres ont pourtant essayé de gouverner au centre avant Emmanuel Macron ?

Tous ceux qui y ont rêvé ont échoué, tel Jean Lecanuet, Jean-Jacques Servan-Schreiber et François Bayrou. La Constitution s'était pliée à tout ce qu'on avait cru impossible : survie à de Gaulle, majorité de gauche, cohabitation… Mais quant à transcender la coupure droite-gauche creusée en 1965, elle semblait l'interdire. Eh bien non ! En somme, voici réussi ce que de Gaulle aurait voulu, sans succès sur ce point, perpétuer. Rappelez-vous son propos dont – bien sûr – Macron a projeté le film dans son meeting de Bercy : *« C'est pas la gauche, la France. C'est pas la droite, la France ! »*

Comment Emmanuel Macron a-t-il réussi à rassembler au centre ?

L'opposition binaire avait épuisé ses vertus aux yeux du peuple, dans un moment (une fois de plus) de discrédit du personnel politique. Or, lorsque la démocratie s'enraye, il y a deux possibilités : soit un aventurier vient brandir son épée ou ses torches, en menace pour la démocratie ; soit un leader surgit pour proposer au peuple de transcender l'opposition camp contre camp afin de porter des réformes de commun accord. Je préfère cette seconde branche de l'alternative… Reste à savoir si la promesse pourra être tenue, féconde, à moyen terme. Je propose confiance d'abord et vigilance toujours.

Marc Lambron estime que l'élection d'Emmanuel Macron a eu un effet de péremption sur la droite et la gauche. Pensez-vous qu'un gouvernement du centre est tenable ou que la droite et la gauche vont revenir en force à la fin de cette mandature ?

Si Marc Lambron estime que la gauche et la droite sont des réalités dépassées, je suis en complet désaccord avec lui. S'il parle d'une évolution indispensable des comportements, des doctrines, des ambitions, d'un côté comme de l'autre, dans un paysage en puissante mutation, alors, soit, bien sûr. La droite et la gauche n'ont cessé d'évoluer depuis leur apparition au temps de la Révolution et depuis leur transposition dans toutes les démocraties du monde, et cela continuera. Mais ces deux cultures politiques (même divisées à l'intérieur d'elles-mêmes) sont structurées autour de visions différentes de la société et du rôle de l'État, des priorités à privilégier. Elles dureront. On ne sait pas combien de temps la synthèse voulue par Emmanuel Macron tiendra : un an, cinq ans, dix ans… Ce qui m'intéresse au premier chef, c'est ce qu'il aura réussi à accomplir.

Il semblerait que vous ayez du mal à lever l'ambiguïté idéologique d'Emmanuel Macron. Vous développez, par exemple, dans votre ouvrage, une comparaison entre lui et les saint-simoniens, mais vous évoquez ensuite une interview d'Emmanuel Macron dans laquelle il se réfère aussi à l'héritage libéral, à l'opposé. Est-il possible de définir la pensée d'Emmanuel Macron ?

Il est trop tôt pour la cerner. Il vient tout juste de se saisir des rênes. Dans mon livre, j'ai voulu apporter des éléments de réflexion à partir de l'Histoire et des propos du nouveau président au sujet de celle-ci. Leur ambiguïté paraît d'ailleurs intrinsèque à son projet mais il devra forcément la lever. À cet égard, son propos à France Culture, auquel vous faites allusion, est, en effet, intéressant. Emmanuel Laurentin lui demande s'il se placerait dans la ligne des saint-simoniens. Macron lui répond : *« Oui, mais j'ajouterais Benjamin Constant »* – celui-ci étant l'un des plus célèbres tenants du libéralisme orléaniste, méfiant envers toute intervention de l'État hors de ses fonctions régaliennes ; bien loin des saint-simoniens.

Monique Canto-Sperber estime justement qu'Emmanuel Macron n'est pas un vrai libéral. À ses yeux, un vrai libéral devrait laisser les oppositions et les contre-pouvoirs s'exprimer. Or, Emmanuel Macron a affaibli l'opposition au Parlement…

« On ne sait pas combien de temps la synthèse voulue par Emmanuel Macron tiendra : un an, cinq ans, dix ans… »

Le véritable affaiblissement du Parlement remonte à 1962 et 1969, sous l'effet de l'élection du président au suffrage universel. Un exécutif solide permet d'éviter l'impuissance d'un régime exclusivement parlementaire. Quant aux contre-pouvoirs, ils sont toujours présents. Je pense au Conseil constitutionnel (même si sa composition laisse à désirer), au Sénat ou encore à la presse (à condition qu'elle ne soit pas financièrement exsangue). Et le pouvoir de manifester demeure intact. Équilibre toujours difficile entre efficacité et prépotence… Adolescent sous la IVe République, je reste, moyennant la protection rigoureuse des libertés publiques, fort soucieux de la première.

Au fil des différents entretiens réalisés pour ce dossier, nous avons eu l'impression que chacun plaque sa propre histoire, sa propre culture et ses propres affinités politiques sur Emmanuel Macron… Partagez-vous ce sentiment ?

Rien de plus naturel. Quelques mois, pour un historien, voilà

« La France n'a pas attendu Emmanuel Macron pour accomplir des réformes de société majeures. »

qui est très court ! Dans cette période première, tous ceux qui ont voté pour Macron (dont je suis, à partir de la gauche) tendent à projeter sur lui ce qu'ils espèrent. L'effort intellectuel et civique doit être de résister à cela pour que l'attente ne se nourrisse pas de naïveté, et que la naïveté ne se dégrade pas en sottise.

Vous saluez l'effort de synthèse d'Emmanuel Macron. Alain Finkielkraut estime quant à lui que le président est dans un grand écart permanent. Il donne quelques exemples, comme celui de nommer Jean-Michel Blanquer et Marlène Schiappa dans le même gouvernement.

Ce qu'Alain Finkielkraut qualifie comme un grand écart, je l'appelle en effet un effort de synthèse. L'Éducation nationale est un bon exemple : je ne vois pas d'opposition entre le respect de l'héritage culturel porté par Jean-Michel Blanquer et la volonté d'élargir au maximum, alors que la reproduction est spontanée, les chances de promotion sociale offertes au plus grand nombre, y compris aux enfants d'immigrés qui sont venus nous enrichir. Il y aura toujours des élites. Mais recrutées où ?

Cet effort de synthèse peut-il également s'appliquer à la réconciliation des mémoires que Macron se fixe comme projet ?

La diversité des mémoires est l'une des richesses d'un pays et il ne me paraît pas indispensable, ni même souhaitable, de les « réconcilier ». La descendance mémorielle de Jaurès, de Clemenceau ou de Léon Blum ne sera jamais la même que celle de Napoléon III, de Maurras ou de Pompidou. En revanche, on peut s'attacher à émonder tout ce qu'on rencontre d'âcre et de belligène à l'intérieur des cultures. Ce doit être le rôle des médias contre les hideux messages anonymes d'internet. C'est surtout la tâche de l'école, si on y laisse travailler sereinement les enseignants. Il lui revient, sans cesser de parler de la France et des droits universels, d'informer sur la diversité des cultures. Quant aux politiques, ils ne doivent pas souffler sur les braises, ce que Macron a fait avec son propos malheureux sur la colonisation comme crime contre l'humanité, propos qu'il a essayé ensuite, tant bien que mal, de rattraper.

Alain Finkielkraut estime qu'Emmanuel Macron adopte la mauvaise approche pour s'attaquer au communautarisme dans notre pays, en affirmant qu'il suffirait d'améliorer la situation économique pour l'endiguer. Êtes-vous d'accord ?

Je n'ai pas relevé chez notre nouveau président cette affirmation péremptoire. Évidemment, plusieurs facteurs jouent. La pauvreté et la ségrégation sociale comptent grandement, non ? À partir du moment où des citoyens regroupés sont laissés en dehors de la formation et de l'emploi, le champ est libre pour les fanatismes. Ce n'est pas une raison pour ne pas rassembler, contre ceux-ci, les efforts de la nation. En n'oubliant pas que toutes les religions monothéistes ont fait surgir à leurs marges (et parfois davantage) des passions meurtrières.

C'est là que l'on retrouve ce trésor : la laïcité. Non pas celle que ses adversaires caricaturent, intolérante et sectaire, mais celle qui, en respectant toutes les croyances, en protégeant l'exercice de tous les cultes, maintient sans défaillance la séparation entre Dieu et César. En allant faire naguère au Vatican les génuflexions que l'on sait, Nicolas Sarkozy n'a pas facilité l'exigence imposée légiti-

mement à nos compatriotes musulmans d'honorer, de leur côté, la loi de 1905. C'est un domaine où l'on va guetter spécialement les déclarations et les comportements du chef de l'État.

Il se peut que la passion d'Alain Finkielkraut le conduise à quelque débordement dans ses interprétations. Le programme de François Fillon et sa vision de l'Histoire de France, obsédé qu'il était par nos « racines judéo-chrétiennes », aux dépens notamment de l'héritage gréco-latin, étaient voués bien plus à attiser les divisions religieuses dans notre pays que, pour l'heure, les propos d'Emmanuel Macron.

Est-il nécessaire de différencier l'identité et la culture française ?

À l'intérieur de chaque culture nationale, il existe des familles dont les sensibilités varient. Ainsi de la nôtre : elle englobe ces « sous-cultures ». J'ai enseigné cela à Sciences Po, plusieurs années de suite. Mais il est essentiel que celles-ci soient assez souples pour s'agréger et ne se crispent pas jusqu'à défaire l'identité nationale. Je détesterais que la notion d'identité nationale soit accaparée par ceux qui la figent, selon un repli angoissé sur soi. Nous nous sommes sans cesse enrichis au contact des autres et notre identité est mobile, d'âge en âge, tout en connaissant de claires permanences.

Marc Lambron déclare que sa « macronophilie » a surgi par contraste avec ce qui s'est passé avant. Il estime que pendant les 36 dernières années, aucun président n'a eu le courage de « prendre le taureau par les cornes ». Êtes-vous d'accord avec ce constat accablant pour la vie politique française ?

« Macronophilie » ? Le mot est disgracieux… Cette vision me paraît manichéenne. 36 ans ? Si je comprends bien, la rupture, sinistre, remonterait à 1981… Et, en 2017, on serait passé de la nuit la plus sombre à une lumière éblouissante, grâce à un personnage qui prendrait la figure du sauveur ? J'ai beau avoir été déçu par François Hollande – pour qui j'avais voté –, je ne peux ignorer que diverses choses positives aient été accomplies sous son quinquennat. Nicolas Sarkozy qui m'a paru offenser souvent la dignité de l'État (j'en avais fait un pamphlet, à l'époque) a tenu bon pendant la crise économique et financière. Je ne m'étends pas sur les prédécesseurs et sur l'acquis des deux septennats de Mitterrand. La France n'a pas attendu Macron pour accomplir des réformes de société majeures, concernant l'abolition de la peine de mort, les progrès de la situation des femmes, le respect des homosexuels…

Dans votre livre, vous expliquez qu'Emmanuel Macron est loin d'être le seul jeune dirigeant de l'Histoire française (vous citez Louis-Napoléon Bonaparte, Decazes, Adolphe Thiers…) Mais pensez-vous que son âge a été déterminant dans sa façon de conquérir le pouvoir et aujourd'hui de l'exercer ?

Il est stimulant de réfléchir en termes de générations. L'émergence d'internet introduit dans nos sociétés une mutation aussi bouleversante que celle de l'imprimerie. Qu'un président appartenant à une génération qui est née avec cette révolution se saisisse à bras le corps de ces sujets, en mesurant leur profonde ambivalence, on peut s'en réjouir. En revanche, je reste circonspect lorsque je l'entends présenter une vision « managériale » de la politique. La prétention de gérer l'État comme une entreprise est malvenue. Les critères de succès pour l'un et l'autre ne sont pas les mêmes. L'idée n'est d'ailleurs pas nouvelle, on la trouvait déjà du côté de certains saint-simoniens. Plus récemment, on a vu prospérer l'illusion que des personnalités ayant bien réussi dans les affaires pourraient apporter leur savoir-faire, tel quel, au sommet de l'État. Les exemples de Silvio Berlusconi et de Donald Trump ne sont pas encourageants.

Emmanuel Macron est également issu d'une génération qui n'a connu que l'Union européenne. Pensez-vous que cela explique son attachement à l'Europe ?

Non. Dans la même génération s'affirment bien des personnages qui, au contraire, oublieux du passé, jouent du scepticisme, par conviction ou par calcul. Le courage qu'a eu Macron, dans sa campagne et depuis, brandissant le drapeau européen, faisant jouer *l'Hymne à la joie*, est de relancer l'idée d'une Europe souveraine, maîtresse de son destin parmi le tourbillon des nations extérieures.

Êtes-vous un homme heureux dans la société dans laquelle nous vivons ?

Comment ne le serais-je pas, dans cette société qui m'a donné depuis longtemps le privilège d'exercer, en pleine liberté personnelle, et entre diverses missions publiques, une activité intellectuelle et civique que j'aime ? Un bonheur forcément tempéré par les inquiétudes devant les désordres du monde.

Êtes-vous tout de même optimiste ?

En tant que citoyen, je suis attentif comme chacun aux périls que représente une planète politiquement instable et écologiquement fragile. J'espère que nos enfants auront la chance qui fut la nôtre de vivre dans une Europe en paix pendant plus de 70 ans, privilège sans précédent. Je suis moins pessimiste pour la France, qui a été souvent capable de dominer ses passions intestines, que pour la planète, aujourd'hui surarmée. D'où la nécessité vitale que l'Europe, à partir d'une cohésion renforcée, organise enfin sa défense économique, commerciale et, au premier chef, militaire. ●

À LIRE AUSSI…

Émile vous propose de poursuivre la réflexion avec le dernier livre du politologue et président de la FNSP, Olivier Duhamel : *Macron, et en même temps…* (Plon, octobre 2017). L'historien Laurent Bigorgne et Alice Baudry, de l'Institut Montaigne, sont également les coauteurs de cet ouvrage. Celui-ci prend comme point de départ l'expression « en même temps », révélatrice d'une stratégie et d'une philosophie politiques. Qu'est-ce que Macron ? Rien ? Pire que rien, disent ses détracteurs, dans une détestation qui n'a parfois plus de limites. Tout ? Mieux que tout, disent ses partisans, dans une admiration qui n'a souvent aucune borne. Ce livre démonte ces passions opposées, tout en cherchant à comprendre ce qui les alimente. Ni rien ni tout, mais quelque chose : dans sa rencontre avec un moment de notre histoire politique, son action publique hier et aujourd'hui, ses transgressions, ses visions, son dépassement de nos vieux clivages, sa manière si particulière de faire. Ni énième biographie ni récit d'actualité, par-delà complaisances et malveillances, ce livre propose une analyse fouillée de ce que l'élection de Macron veut dire, de ce qu'elle nous dévoile de la France, de ce qu'il conçoit pour la transformer, de ce qui risque d'échouer, de ce qui pourrait réussir.